

Note verbale des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni adressée à Staline (3 août 1948)

Légende: Le 3 août 1948, les gouvernements des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni remettent à Joseph Staline une note dans laquelle ils demandent à l'Union soviétique de mettre fin au blocus militaire de Berlin.

Source: Notes documentaires et études: Notification identiques faites par les Gouvernements de la République Française, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni au Secrétariat général des Nations Unies concernant Berlin, le 29 septembre 1948. dir. de publ. Présidence du Conseil-Ministère des Affaires étrangères. 09.10.1948, n° 1.002. Paris: La Documentation française. "Note verbale remise au généralisme Staline, le 3 août 1948, par l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France adressée ", p. 13-14.

Copyright: (c) La Documentation française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_verbale_des_etats_unis_de_la_france_et_du_royaume_uni_adressee_a_staline_3_aout_1948-fr-dbb4e292-07bd-4bb3-bccc-5aee4e53666f.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Note verbale

remise au généralissime Staline, le 3 août 1948, par l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, au nom des représentants des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la République Française

Il n'entre pas dans nos intentions à l'heure où nous sommes de réfuter en détail les accusations contenues dans la note soviétique. Il est de la plus haute importance cependant d'exposer avec une parfaite netteté certains éléments fondamentaux de la position des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, et de préciser la position de l'Union soviétique qui, à certains égards, est obscure. Les trois Gouvernements désirent réaffirmer solennellement que leur droit d'être à Berlin est indiscutable et absolu. Ils sont décidés à ne pas se laisser contraindre par quelque moyen que ce soit à renoncer à ce droit.

Les Gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France considèrent comme très grave le fait qu'en coupant les communications entre Berlin et les zones occidentales, et en empêchant ainsi l'accomplissement des devoirs des forces alliées d'occupation, les Autorités soviétiques aient contrarié l'exercice des droits inséparables de l'occupation, droits nés de la défaite et de l'occupation de l'Allemagne, et confirmés par des accords internationaux ainsi que par l'usage.

Les trois Gouvernements précités se trouvent dans l'obligation de prendre toutes mesures nécessaires en vue d'assurer le ravitaillement de leurs forces et de s'acquitter de leurs devoirs de Puissances occupantes. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France souhaitent que la situation ne s'aggrave pas davantage et ne doutent pas que le Gouvernement soviétique partage ce désir. Les trois Gouvernements ont en vue les mesures restrictives prises par les autorités soviétiques en ce qui concerne les communications entre les zones occidentales de l'Allemagne et les secteurs occidentaux de Berlin. Nos trois Gouvernements ont le sentiment que si ces mesures résultent de difficultés techniques, il peut aisément être remédié à de semblables difficultés. Les trois Gouvernements renouvellent leur offre d'assistance à cet effet. Si ces mesures sont de quelque manière liées au problème de la monnaie, elles sont manifestement inutiles puisque ce problème aurait pu et peut maintenant encore être réglé par les représentants des quatre Puissances à Berlin. Si, d'un autre côté, ces mesures ont pour objet de provoquer des négociations entre les quatre Puissances occupantes, elles sont également inutiles puisque les Gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la France n'ont jamais refusé de rencontrer les représentants de l'Union soviétique en vue de discuter des questions relatives à l'Allemagne. Toutefois, si l'objet de ces mesures est de forcer les trois Gouvernements à abandonner leurs droits de Puissances occupantes à Berlin, le Gouvernement soviétique ne manquera pas de comprendre, à la lumière de ce qui a été précédemment indiqué, qu'une pareille tentative ne saurait avoir des chances de succès.

En dépit des récents événements, les trois Puissances se refusent à croire que c'est là la véritable raison. Elles préfèrent croire que le Gouvernement soviétique est d'accord avec elles qu'il est de l'intérêt des quatre Puissances occupantes, du peuple allemand et du monde en général d'éviter une nouvelle aggravation de la situation, et de trouver, grâce à un accord mutuel, le moyen de mettre fin à l'état de choses extrêmement dangereux qui s'est créé à Berlin. Le Gouvernement soviétique ne peut cependant manquer de se rendre compte que les trois Gouvernements se trouvent dans l'impossibilité de négocier dans la situation que le Gouvernement soviétique a pris l'initiative de créer.

De libres négociations ne sauraient se dérouler qu'en dehors de toute mesure de pression. Là est la question. Les restrictions actuellement apportées aux communications entre Berlin et les zones occidentales vont à l'encontre de ce principe. Lorsque ce point aura été résolu, les difficultés qui s'opposent à la reprise des conversations dans le cadre ci-dessus défini, devraient être écartées du même coup.